



JUILLET 2020

## Entre pandémie et pauvreté Pandémonium pour les éleveurs au Sahel

Au Sahel, la fermeture des marchés, des frontières et les restrictions de mouvement pour arrêter la propagation de la COVID-19 ont perturbé le secteur pastoral, déjà affaibli par le conflit et le terrorisme. On note plusieurs indicateurs des impacts négatifs de la COVID-19, notamment les difficultés de circulation des aliments et des personnes entre les zones de production et de consommation, l'accès réduit aux marchés pour les commerçants et les pasteurs, la hausse des prix des aliments et la perte des moyens de subsistance pour les éleveurs. Au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, la pandémie aggrave les problèmes préalables de conflit et d'instabilité politique. La menace pour les éleveurs est de perdre leurs troupeaux à cause du surpâturage, des maladies animales ou du manque de revenus nécessaires pour nourrir les animaux. Si les pasteurs font faillite, ils pourraient être contraints de vendre leur bétail à des prix extrêmement bas à de grands propriétaires terriens. Ce scénario exacerberait une tendance déjà croissante dans la région, soit l'aggravation des inégalités économiques et la consolidation de la richesse au sein d'une élite. Cela risquerait d'alimenter les inégalités et d'approfondir les lignes de fracture existantes. La priorité des gouvernements sahéliens est claire : il faut rouvrir les frontières et les marchés pour permettre aux pasteurs de reprendre leurs activités, et il faut développer des stratégies post-COVID-19 qui intègrent une compréhension approfondie des vulnérabilités pastorales que la COVID-19 a révélées.

### Introduction

Depuis début mars, les gouvernements des pays du Sahel ont mis en place des mesures d'atténuation et de prévention afin d'endiguer la propagation de la COVID-19. Ce faisant, ils ont aggravé une situation déjà critique. La fermeture des marchés et des frontières et les restrictions de mouvements ont perturbé le secteur pastoral, préalablement affaibli par le conflit et le terrorisme au Sahel. Plusieurs indicateurs des impacts négatifs de la COVID-19 apparaissent, notamment les difficultés de circulation des aliments et des personnes entre les zones de production et de consommation, l'accès réduit aux marchés pour les commerçants et les pasteurs, la hausse des prix des aliments et la perte des

moyens de subsistance pour les éleveurs.<sup>1</sup> Malgré une réouverture progressive de l'économie, les marchés restent peu fréquentés par les acheteurs non locaux.

Le pastoralisme est la principale activité économique dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad, deux foyers de conflit.<sup>2</sup>

- 1 World Food Programme (WFP). ['Update on the impact of Covid-19 on food and nutrition security in West and Central Africa'](#). 17 Avril 2020.
- 2 Trente pour cent du bétail au Mali, au Niger et au Burkina Faso est concentré dans le Liptako-Gourma (la zone des trois frontières).

Les activités pastorales et agricoles sont menées côte à côte depuis des siècles. Mais au cours de la dernière décennie, les pasteurs ont été confrontés à de nombreuses difficultés, notamment la raréfaction de l'eau et du fourrage, la réduction des zones de pâturage et l'inaccessibilité des couloirs de transhumance. L'accroissement de la taille des troupeaux, l'expansion incontrôlée des terres agricoles, la propagation des groupes extrémistes violents dans le sillage du conflit malien et la grande disponibilité des armes depuis la chute du régime de Kadhafi en Libye en 2011 ont fait de la compétition pour les ressources agricoles et pastorales un moteur majeur du conflit au Sahel. Les violences liées au pastoralisme ont gagné en fréquence et en intensité, devenant parfois incontrôlables et provoquant des massacres de masse. L'érosion du pastoralisme au Sahel met en péril la stabilité régionale ainsi que la paix et la sécurité internationales.<sup>3</sup> De nombreuses zones de pâturage ou marchés à bétail de la région sont devenus inaccessibles en raison de l'insécurité le long des routes.<sup>4</sup>

Dans les pays sahéliens, les pasteurs représentent 10 à 40 pour cent de la population, soit un total de 60 millions de pasteurs dans toute la région.<sup>5</sup> Le pastoralisme est la principale source de revenus dans les zones rurales. Ce secteur compte un pourcentage élevé de travailleurs vulnérables tels que les femmes, les travailleurs saisonniers et les travailleurs informels. Le travail pastoral repose par nature sur le mouvement des personnes et des animaux. La capacité à maintenir un revenu sans ces mouvements est pratiquement impossible. L'impact de la COVID-19 sur l'économie pastorale et, par extension, sur les moyens de subsistance,

est immédiatement clair. Les pasteurs malades ne pourront pas travailler, et les autres pourront en être empêchés en raison des mesures de prévention. Les pasteurs transhumants qui entreprennent une migration transfrontalière saisonnière sont particulièrement menacés en raison de la fermeture des frontières.

Le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad – des pays où l'économie pastorale était déjà fragilisée – sont confrontés à une détérioration accélérée du secteur en raison de la pandémie.<sup>6</sup> En témoignent les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des augmentations de prix. La pandémie aggrave les problèmes préexistants de fragilité, de conflit et de violence dans la région.<sup>7</sup> À moyen et long terme, les éleveurs risquent de perdre leurs troupeaux en raison du surpâturage (un excès de pression sur le pâturage), des maladies animales ou du manque de revenus pour nourrir les animaux. Cela risque d'alimenter les inégalités et d'approfondir les lignes de fracture existantes. La priorité des gouvernements sahéliens est claire : il faut rouvrir les frontières et les marchés pour permettre aux pasteurs de reprendre leurs activités et il faut développer des stratégies post-COVID-19 qui intègrent une compréhension approfondie des vulnérabilités pastorales que la COVID-19 a révélées.

## La transhumance, un mécanisme de résilience menacé<sup>8</sup>

Les activités pastorales peuvent prendre plusieurs formes : pastoralisme sédentaire, agro-pastoralisme et pastoralisme transhumant (au cours duquel les pasteurs

3 Velturo, M. ['The Erosion of Pastoralism in the Sudano-Sahel'](#). Stimson Center. May 2020.

4 Au Burkina Faso, par exemple, et en particulier dans les régions du Nord et du Sahel, la quasi-totalité des marchés aux bestiaux ont cessé de fonctionner, notamment dans la province du Soum, autrefois un grand centre d'élevage.

5 Population and Development Review. ['Pastoralism and Conflict in the Horn of Africa and the Sahel'](#). 2018. 44:4. p. 857-860.

6 WFP. ['West and central Africa - WFP Regional Bureau Dakar Markets Update during COVID-19 pandemic'](#). Avril 2020.

7 Bisson, L., Schmauder, A. and Claes, J. ['The Politics of COVID-19 in the Sahel'](#). Clingendael Institute. Mai 2020.

8 Pour les dernières données sur les effets de la COVID-19 sur le pastoralisme, voir : Action contre la Faim. ['Pastoral Monitoring - COVID-19'](#). Mai 2020.

et leur troupeaux entreprennent une migration saisonnière entre des zones écologiques complémentaires suivant un axe nord-sud). Le pastoralisme transhumant est particulièrement touché par les conflits et par la COVID-19, car il dépend fortement de la capacité à effectuer une migration transfrontalière entre les États côtiers d'Afrique de l'Ouest et le Sahel. La transhumance est essentielle à la subsistance des pasteurs.

La migration des pasteurs vers le nord a généralement lieu pendant la saison sèche, de janvier à mai, et les pasteurs auraient dû être de retour des États côtiers vers le Sahel à la mi-mai.<sup>9</sup> Mais les mesures actuelles de prévention de la COVID-19 limitent les déplacements tant internes que transfrontaliers. Ainsi, on a constaté une réduction significative des flux transfrontaliers ainsi que du nombre d'animaux présents sur les marchés à bétail. Selon le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), des milliers d'éleveurs transhumants sont bloqués dans les États côtiers, par exemple au Togo et au Bénin, incapables de revenir au Mali, au Burkina Faso ou au Niger. De ce fait, les pasteurs ne peuvent pas retourner au Sahel à temps pour la saison des pluies.

En outre, les mouvements internes sont également restreints et certains éleveurs ne peuvent plus quitter leur région d'origine. La concentration des animaux dans les zones frontalières exerce une pression énorme sur les ressources limitées, telles que les zones de pâturage et les points d'eau. Cela entraîne une augmentation des maladies animales. La restriction des mouvements limite également l'accès aux soins vétérinaires. Au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Tchad, au Nigeria et au Sénégal, le CILSS fait état de la difficulté des pasteurs à nourrir les animaux, ce qui entraîne une perte de poids du bétail et, par conséquent, une hausse

de la mortalité animale.<sup>10</sup> Cette situation est particulièrement critique dans les zones où les animaux sont très concentrés, par exemple à la frontière entre le Mali et la Mauritanie. À cause du mauvais état des pâturages dans l'ouest de la Mauritanie (secondaire à des précipitations inférieures à la moyenne pendant la saison 2019, et ce pour la troisième année consécutive), les troupeaux mauritaniens se sont déplacés à l'ouest du Mali, où ils exercent une pression accrue sur les ressources naturelles.

Au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger, le coût de l'alimentation du bétail augmente considérablement. Au Mali, par exemple, le coût du fourrage a crû de 80 pour cent entre mars et mai 2020.<sup>11</sup> Cette situation, en plus de l'insécurité et du crime organisé, oblige certains éleveurs à vendre leur bétail à des prix très bas. Au Sénégal et au Burkina Faso, l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et dans la savane (APESS) a observé des ventes massives d'animaux affamés. À court terme, les éleveurs sont confrontés à une perte de revenu important. À moyen et long terme, les pasteurs risquent la perte totale du noyau reproducteur de leurs troupeaux, et donc l'extinction de leurs troupeaux.<sup>12</sup> Cela signifierait un effondrement partiel du secteur pastoral au Sahel.

9 The Food Crisis Prevention Network. 'Pastoral situation in the context of COVID-19'.

10 Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS). 'Bulletin mensuel d'information sur le pastoralisme et la transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest- N°07 avril-mai 2020'. Mai 2020.

11 De 140.000 CFA par tonne à 250.000 CFA par tonne.

12 Association Pour la Promotion De L'Elevage au Sahel et en Savane. 'Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les Exploitations Familiales'. 21 Avril 2020.

## L'impact de la fermeture des marchés et des frontières<sup>13</sup>

Les marchés du bétail sont des goulots d'étranglement cruciaux pour l'économie pastorale. Dans le Sahel, les marchés du bétail sont historiquement bien intégrés en raison de l'existence de structures commerciales de longue date, d'une intégration politique et économique avancée et de la présence d'infrastructures adaptées. Les personnes et les animaux se déplacent des zones de production rurales vers les zones de consommation (souvent) urbaines. Mais avec la croissance démographique et l'urbanisation rapide, les chaînes d'approvisionnement en viande et en lait se retrouvent étirées et modifiées de manière significative. De nouveaux acteurs économiques mettent en place des exploitations *ad hoc* limitrophes aux villes pour répondre à la demande croissante. Les premiers conflits, et maintenant la COVID-19, exacerbent et accélèrent ces défis et perturbent les mécanismes traditionnels de déstockage.

La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont fermé leurs marchés conformément aux mesures de prévention. Les fermetures de marchés sont souvent localisées et certaines régions du Burkina Faso, de la Guinée, du Nigeria, du Sénégal et du Tchad ont fermé jusqu'à 100 pour cent de leurs marchés. En mars, le Burkina Faso a fermé les 40 marchés de sa capitale Ouagadougou. Face aux multiples manifestations et aux violents affrontements entre les commerçants et les forces de l'ordre, le gouvernement a finalement rouvert certains marchés à la fin du mois d'avril.<sup>14</sup> Toujours en avril, la Guinée a fermé 100 pour cent de ses marchés à bétail. Six régions du nord du Nigeria ont clos entre 95 et 100 pour cent

de leurs marchés à bétail. Au Tchad, un grand nombre des 18 régions ont interdit entièrement les marchés à bétail. Au Sénégal, en Gambie et en Mauritanie, les heures d'ouverture des marchés encore en activité ont été modifiées. Les fermetures des marchés, en particulier près des frontières, limitent la possibilité pour les éleveurs de vendre leurs animaux. Pour la plupart de ces pays, la vente de bétail est la principale source de revenus dans les zones rurales. Le Mali et le Bénin sont l'exception à cette tendance générale et les marchés sont restés ouverts dans ces deux pays, malgré l'imposition d'un couvre-feu.

Malgré une réouverture progressive, les marchés restent peu fréquentés par les acheteurs non locaux et les mesures de distanciation sociale perturbent les opérations normales. Au Niger, au Mali et au Togo, jusqu'à 80 pour cent des marchés du bétail ne fonctionnent pas normalement. Là où les marchés fonctionnent encore, les éleveurs et les acheteurs ont de grandes difficultés à se rendre sur les marchés en raison de l'insécurité et de la criminalité organisée le long des routes, du coût élevé ou du manque de transport dû aux mesures restrictives. Certains craignent également d'être contaminés. Le coût élevé des déplacements a entraîné des difficultés accrues liées au transport des personnes et du bétail entre les régions et/ou les pays.<sup>15</sup>

Les marchés sont désertés par les commerçants et les acheteurs étrangers. En avril, l'APSS a signalé l'interruption temporaire des exportations de bétail du Tchad vers le Nigeria. La perte des taxes à l'exportation pourrait gravement affaiblir l'économie tchadienne, car celle-ci constitue une source majeure de revenus pour le pays. Les économies locales sont durement

13 Pour plus de données sur les fermetures de marchés, voir : Food Crisis Prevention Network (RPCA). ['Note d'information et de veille Impact de la crise du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest'](#). Avril 2020.

14 Africanews. ['Burkinabe traders demonstrate to demand reopening of markets'](#). 24 Avril 2020.

15 The Regional Security and Nutrition Working Group (West Africa). ['Note de Plaidoyer sur les impacts immédiats de la crise du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel'](#). Avril 2020.

touchées.<sup>16</sup> Au Burkina Faso, les prix des petits ruminants ont chuté d'environ 16 pour cent dans les provinces du Soum et du Seno. Par rapport à la moyenne sur cinq ans, la baisse des prix est respectivement de 29 et 20 pour cent dans les provinces du Seno et du Soum. Le marché de Djibo dans la province de Soum, soit le plus grand marché de la sous-région, reste particulièrement difficile d'accès en raison de l'occupation des routes d'accès par des groupes djihadistes. Toute l'économie locale dépend de la vente du bétail qui a été paralysée par le conflit et maintenant par la pandémie. L'offre d'animaux a chuté d'un tiers et les éleveurs vendent leurs animaux à moitié prix pour couvrir les frais du ménage. Les bouchers et les restaurants perdent également de l'argent en bout de ligne, en raison de la hausse des prix de la viande sur les marchés, les coûts étant répercutés sur les consommateurs. Selon le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine, le marché de Djibo ne fonctionne pas parce que, d'une part, les commerçants ne viennent pas sur le marché et, d'autre part, parce que les ménages n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter de la viande.<sup>17</sup>

Les mesures de confinement ont également stimulé les activités clandestines, telles que le transport frauduleux de personnes et de marchandises. C'est ce que l'on observe actuellement au Sénégal, où les gens utilisent des itinéraires détournés ou des transports clandestins pour contourner les restrictions sur les voyages interurbains.<sup>18</sup> Cela crée un environnement propice au vol de bétail et au développement de la criminalité organisée par des groupes armés non étatiques, ce qui exacerbe les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Depuis le début de la crise, on observe également une augmentation du harcèlement policier, des prélèvements fiscaux informels et des

pots-de-vin aux frontières et aux points de contrôle pour les commerçants et les éleveurs, qui se répercutent sur les prix aux consommateurs.

Si l'élevage est presque exclusivement réservé aux hommes, les femmes sont également touchées par la pandémie. La COVID-19 a un impact négatif sur la production et la transformation du lait, un secteur largement dominé par les femmes. Les restrictions de mouvement et le coût élevé du transport limitent la livraison du lait des petites exploitations familiales aux unités locales de collecte et de transformation. À leur niveau, ces unités peuvent transformer et livrer moins de lait que d'habitude à cause de la fermeture des marchés et des couvre-feux dans les zones de consommation urbaines. L'APESS témoigne des « difficultés d'acheminement des produits laitiers vers les centres urbains [...] les producteurs des zones rurales ne pouvant pas transporter leur production vers les zones urbaines, ce qui entraîne d'importantes pertes financières ».<sup>19</sup> La demande a également chuté en raison de la fermeture des marchés, des restaurants et des bars dans les zones urbaines. En conséquence, les éleveurs perdent d'importantes quantités de lait. De nombreux employés des unités de transformation au Tchad et au Bénin se retrouvent donc au chômage. Le Mali, le Niger et la Mauritanie produisent 76 pour cent du lait local consommé dans toute l'Afrique de l'Ouest.

La crise pourrait s'aggraver si les grandes entreprises laitières européennes écoulent leurs excédents de lait en poudre sur les marchés sahéliens.<sup>20</sup> En effet, en réponse à la chute des prix du lait, l'Union européenne a commencé à subventionner le stockage des excédents de lait. En conséquence, les industriels européens ont accumulé de grandes quantités de lait pendant la crise de la COVID-19, et sont prêts à les décharger sur les marchés étrangers. Le Sahel est

16 Association Pour la Promotion de L'Elevage au Sahel et en Savane '[Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les Exploitations Familiales](#)'. 21 Avril 2020.

17 Sahélien. '[Burkina Faso: ces villages du nord sous embargo djihadiste](#)'. 8 Juin 2020.

18 Le Point. '[Covid-19 : l'Afrique de l'Ouest à l'assaut de l'économie informelle](#)'. 8 Mai 2020.

19 Commod Africa. '[Suite au Covid-19, le dumping du lait européen sera une catastrophe pour l'Afrique de l'Ouest](#)'. 11 Juin 2020.

20 Le Monde. L'Afrique de l'Ouest et le Sahel tentent d'éviter une crise laitière venue d'Europe. 30 Juin 2020.

particulièrement menacé. Les taxes sur les produits importés sont actuellement de 5 pour cent pour les produits laitiers européens. Les ONG locales et les réseaux pastoraux craignent que si le lait européen est déstocké au Sahel à des prix exceptionnellement bas, cela perturbera davantage le secteur laitier, déjà fragile, et fragilisera sa main-d'œuvre à prédominance féminine.

## Perspectives de reprise après la COVID-19

Les mesures prises afin d'atténuer la propagation de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest ont eu des conséquences imprévues et dramatiques. La fermeture des marchés, en particulier, a mis une pression énorme sur des commerçants et des éleveurs déjà vulnérables : « la COVID-19 n'est pas la seule crise, et probablement pas la crise la plus importante [au Sahel]. Mais des politiques de santé publique mal conçues et inadaptées aux réalités locales ne feront qu'aggraver une situation déjà grave ».<sup>21</sup> Au Burkina Faso, la fermeture des marchés a entraîné de violents affrontements entre les commerçants et les forces de l'ordre. Au Sénégal, les restrictions de mouvement ont poussé les gens à utiliser des moyens de transport clandestins. De manière plus générale au Sahel, les mesures d'atténuation menacent l'ensemble de l'économie pastorale.

Les agriculteurs et les éleveurs de subsistance représentent plus de 80 pour cent de la population rurale du Sahel. Les ménages ruraux font partie des populations les plus vulnérables, car ils consacrent en moyenne 80 pour cent de leurs revenus à l'alimentation. En conséquence, si de nombreux pasteurs font faillite (comme le prédisent plusieurs organisations locales), ils pourraient être contraints de vendre leurs biens à des prix extrêmement bas à de grands propriétaires terriens qui disposent du capital nécessaire pour faire

face aux risques de ces fluctuations de prix. Ce scénario aggraverait une tendance déjà croissante dans la région, à savoir l'accroissement des inégalités économiques et la concentration de la richesse au sein d'une élite.

La priorité des gouvernements sahéliens est claire : ils doivent ouvrir les frontières et les marchés pour permettre aux pasteurs de reprendre leurs activités et aux travailleurs essentiels de circuler. Ils devraient se concentrer sur les marchés urbains de vente de produits alimentaires qui représentent environ 80 à 90 pour cent de toutes les ventes de produits alimentaires au Sahel. Une perspective de redressement pour le monde post-COVID-19 serait de veiller à ce que les produits pastoraux (le bétail, la viande, le lait), les services (les services vétérinaires) et les travailleurs (les pasteurs transhumants) soient identifiés comme essentiels, puissent donc bénéficier d'une exemption et se voient garanties des mesures de sécurité nécessaires et suffisantes. Les gouvernements pourraient créer des mesures d'identification appropriées et lever certaines restrictions de circulation, comme par exemple autoriser l'accès à des marchés normalement restreints et permettre la libre circulation des travailleurs du secteur des transports de bétail, tout en limitant le nombre de personnes autorisées à monter dans les camions de produits alimentaires.<sup>22</sup>

Ces mesures n'auront de sens que si les gouvernements parviennent également à rendre les marchés conformes aux normes sanitaires appropriées à la COVID-19, y compris les marchés informels. Des investissements d'urgence rapides pour maintenir le fonctionnement des marchés sont un début. Ces mesures permettraient aux marchés urbains de poursuivre leurs activités en conformité avec les mesures sanitaires nécessaires. Leur développement nécessiterait de travailler en étroite coordination avec le secteur privé impliqué

21 Bisson, L., Schmauder, A. and Claes, J. 'The Politics of COVID-19 in the Sahel'. Clingendael Institute. Mai 2020.

22 Pour davantage d'informations voir : Food and Agricultural Organization of the United Nations, African Union. 'Measures for supporting domestic markets during the COVID-19 outbreak in Africa'. 12 Avril 2020.



dans la chaîne d'approvisionnement, d'établir une relation de confiance avec les opérateurs de marché, de les sensibiliser aux bonnes pratiques et aux directives sanitaires et de former les acteurs de la manutention des produits en matière de santé. Tout manque de confiance entre les responsables gouvernementaux et les gestionnaires des marchés du bétail compliquerait les efforts, s'ils ne sont pas sensibles à cette dynamique. À Abidjan, certains marchés ont continué de fonctionner grâce à la coopération entre les autorités sanitaires, les responsables du secteur alimentaire, des marchés et du commerce, et à l'introduction de certaines de ces lignes directrices (tableau 1).

**Tableau 1 Bonnes pratiques envisageables pour les marchés face à la COVID-19<sup>23</sup>**

Bonnes pratiques envisageables pour les marchés face à la COVID-19	
Distanciation sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>la restriction des points d'accès des marchés et l'établissement d'une entrée ou la limitation du nombre de personnes à un moment donné</li> <li>le marquage des sols des marchés pour maintenir l'espacement physique</li> <li>l'allongement des heures de marché</li> <li>l'organisation des négociants en équipes pour minimiser les risques</li> </ul>
Mesures sanitaires strictes	<ul style="list-style-type: none"> <li>la prise de température et des contrôles sanitaires de tous les travailleurs et conducteurs</li> <li>l'établissement d'un protocole strict pour les travailleurs malades</li> <li>l'obligation de porter des masques et de se laver les mains</li> </ul>
Diversification des espaces de vente	<ul style="list-style-type: none"> <li>la relocalisation temporaire des marchés dans des espaces plus grands ou à l'extérieur</li> <li>l'activation de petits marchés à la périphérie des villes pour éviter la sur fréquentation des grands marchés urbains</li> <li>l'autorisation de vendre devant les maisons</li> <li>le soutien au développement des opérations de commerce en ligne</li> </ul>

23 Pour davantage d'informations voir : Food and Agricultural Organization of the United Nations, African Union. ['Measures for supporting domestic markets during the COVID-19 outbreak in Africa'](#). 12 Avril 2020.

Bien que de nombreux pays aient conçu des programmes de soutien pour les travailleurs, la plupart d'entre eux ne s'appliquent qu'aux travailleurs du secteur formel et n'aident donc pas la majeure partie de la population rurale. Seule une poignée de pays ont annoncé des programmes de soutien susceptibles de bénéficier aux travailleurs de l'économie informelle. Par exemple, le Burkina Faso a annoncé un plan d'urgence de 394 millions de francs CFA qui comprend la création d'un fond de solidarité pour l'acquisition de fourrage pour les animaux afin de soutenir les éleveurs.<sup>24</sup> Au Sénégal, au Ghana et au Nigeria, des mesures de soutien similaires, comprenant la distribution de nourriture et des transferts d'argent conditionnels, ont été introduites.<sup>25</sup> Cependant, si de tels efforts sont à encourager, une surveillance étroite est de mise, faute de quoi les programmes d'aide financière risquent d'être thésaurisés par des individus proches des cercles du pouvoir, au lieu d'atteindre les pasteurs et les commerçants les plus vulnérables.

L'ampleur des impacts négatifs de la COVID-19 dépendra de la durée des mesures d'atténuation et de prévention, de la résilience de la chaîne de valeur et du rôle des décideurs politiques dans l'adaptation des mesures sanitaires aux réalités pastorales sur le terrain. Au moment de la rédaction du présent document, les États d'Afrique de l'Ouest élaborent un plan visant à rouvrir progressivement les frontières et à alléger progressivement certaines mesures sanitaires.<sup>26</sup> Les décideurs politiques devraient continuer à suivre de près cette situation qui évolue rapidement.

24 Sidwaya. ['COVID 19: Le président du Faso annonce 394 milliards pour accompagner les populations vulnérables et relancer l'économie'](#). 2 Avril 2020.

25 Africa Portal. ['COVID-19: A race against time to avert disaster in West Africa'](#). 22 Avril 2020.

26 Reuters. ['West African ministers propose phased re-opening of borders'](#). 17 Juin 2020.

## Recommandations à l'intention de la communauté internationale

La COVID-19 compromet gravement les efforts programmatiques de longue date au Sahel. Si la communauté internationale ne parvient pas à atténuer l'impact des fermetures de frontières et de marchés, cela risque de gâcher des années de progrès et de développement et d'aggraver le travail des enfants, le mariage précoce et le travail du sexe, autant de stratégies alternatives pour faire face à la pauvreté. Les perturbations du secteur pastoral au Sahel pourraient entraîner de plus grandes inégalités et une vulnérabilité financière majeure à l'avenir. Si les pasteurs font faillite et perdent ou vendent leurs troupeaux, cela entraînera une augmentation irrémédiable de la pauvreté pour les ménages pastoraux. Ainsi, au-delà de l'impact sanitaire immédiat de la pandémie, les effets des mesures de prévention pourraient bien avoir des conséquences imprévues à long terme sur l'économie sahélienne.

Dans une région sujette à la violence et en proie aux conflits – particulièrement dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad – ces perturbations économiques pourraient avoir des conséquences beaucoup plus dramatiques à long terme sur la sécurité et l'État de droit. Une plus grande concentration des éleveurs et de leurs animaux dans les zones frontalières accroît la concurrence pour les ressources et pourrait alimenter la dangereuse spirale des conflits inter et intracommunautaires, en particulier avec les agriculteurs.<sup>27</sup> Les groupes djihadistes sont devenus experts dans l'art d'exploiter les divisions tribales, des lignes de fracture claniques et des griefs des éleveurs contre les agriculteurs et le gouvernement.

L'érosion du pastoralisme au Sahel n'est pas un phénomène nouveau, mais la pandémie révèle, exacerbe et accélère des tendances déjà préoccupantes, comme la perte des moyens de subsistance des petits éleveurs et la concentration du bétail entre les mains de quelques riches propriétaires terriens. Alors que les budgets d'aide au développement sont réduits à travers le monde, les décideurs politiques devraient accorder une attention particulière à ce secteur économique clé. Tout d'abord, les pays qui possèdent de grands troupeaux de bétail, comme la France ou les Pays-Bas, devraient partager leur expertise et apporter leur soutien afin de renforcer les cadres existants de coopération transfrontalière et les mécanismes d'alerte précoce avec un objectif en tête : ouvrir les frontières et les marchés pour permettre aux pasteurs de reprendre leurs activités. Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont proposé de rouvrir les frontières entre leurs pays au cours de la seconde moitié du mois de juillet.<sup>28</sup> Cet effort devrait être pleinement soutenu dans le respect de mesures sanitaires strictes. Deuxièmement, les décideurs politiques devraient comprendre que la COVID-19 n'est pas la seule responsable des perturbations de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie pastorale au Sahel et ne fait que révéler et amplifier des vulnérabilités existantes. Ils doivent développer des stratégies post-COVID-19 qui intègrent une compréhension profonde et globale du contexte, des causes et des conséquences de l'érosion du pastoralisme et de sa relation avec la violence et les conflits.<sup>29</sup>

---

27 Velturo, M. 'The Erosion of Pastoralism in the Sudano-Sahel'. Stimson Center. Mai 2020.

---

28 Reuters. 'West African ministers propose phased re-opening of borders'. 17 Juin 2020.






29 A cet effet, l'unité de recherche sur les conflits (CRU) de l'Institut Clingendael prépare un rapport sur la relation entre le pastoralisme et les conflits pour septembre 2020.



### À propos de l'Institut Clingendael

L'Institut néerlandais des relations internationales « Clingendael » est à la fois un think tank et une académie diplomatique de pointe dans le monde des affaires internationales. Nos analyses, formations et débats visent à créer et développer des outils pratiques qui aideront les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de contribuer à un monde plus sûr, durable et juste.

[www.clingendael.org/cru](http://www.clingendael.org/cru)  
[cru@clingendael.org](mailto:cru@clingendael.org)  
+31 70 324 53 84

 @clingendaelorg  
 The Clingendael Institute  
 The Clingendael Institute  
 clingendael\_institute  
 Newsletter

### À propos de l'auteur

**Loïc Bisson** est jeune chercheur au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael. Son travail porte principalement sur le crime organisé, les conflits et la gouvernance locale dans la région du Sahel.